

Pas de gouvernement, pas de sexe ?

Le Soir -
08/02/2011 - p.13

UNE SÉNATRICE SP.A, Marleen Temmerman, propose ce moyen radical pour mettre la pression sur les négociateurs. Buzz et polémique à la clé.

« C'est l'arme ultime, en réalité... »

ENTRETIEN

Vous avez publié une tribune libre dans le « Standaard » ce week-end pour proposer une grève du sexe, jusqu'à ce que l'on réussisse à former un gouvernement... C'est l'expression ludique d'un ras-le-bol ?

Oui. En réalité, cette idée est née à la mi-janvier. J'étais au Kenya pour mon travail lorsque Benoît Poelvoorde a lancé son appel à cesser de se raser jusqu'à la formation d'un gouvernement. Les Belges qui étaient sur place ont réagi de façon très enthousiaste : « Oui, nous allons le faire, pour la Belgique ! » Une série de Kenyans ont dit qu'ils le feraient eux aussi, par solidarité.

Une des femmes nous a alors suggéré de faire comme elles, deux ans auparavant. Lorsque le Kenya était sans gouvernement, que tout le monde était fatigué de cette situation, des femmes ont lancé un appel « no sex for government ». Un mois plus tard, il y avait un gouvernement. Tout le monde trouvait cela très amusant.

Oui, cela fait partie d'une galerie des plaisanteries... Avec quand même un sentiment étrange... Je ne pensais vraiment pas que cela aurait un tel écho. Cela revient au fond à se demander ce que l'on peut encore faire pour que les choses bougent enfin.

Au Kenya, cette grève a bien eu lieu...

L'appel a été lancé sérieusement. De là à dire que cela a été suivi, bon...

Nous appelons donc les femmes, y compris les femmes des négociateurs, à faire la grève du sexe en espérant que cela aide à accélérer les choses. C'est l'arme ultime, en réalité. Que peut-on encore faire d'autre ? Ce n'est pas plus que ça, bien sûr, il n'y a pas une grande enquête scientifique derrière cela. Nous avons trouvé cela amusant, je l'ai rédigé dans une chronique au Standaard. Voilà...

Vous êtes gynécologue, parlementaire mais pas politicienne de formation. C'est une façon de dire que vous regrettez l'incapacité actuelle d'agir...

Oui, bien sûr. En tant que citoyenne, en tant que parlementaire, je comprends les difficultés de la négociation, mais je pense que cela ne peut plus durer. Soit vous devenez cynique, soit vous essayez de faire bouger les choses avec humour.

Moi, je me suis lancée dans la politique pour tenter de faire avancer la société dans le domaine de la santé, de l'éthique. Je suis frustrée parce que pour l'instant, il est impossible d'agir. Pour cela, il nous faut un gouvernement. ■

Propos recueillis par
OLIVIER MOUTON



Marleen Temmerman

Sénatrice SP.A, gynécologue

« Il y a des pressions, oui, mais je suis dubitatif »

ENTRETIEN

Les appels ludiques se multiplient pour dénoncer l'absence de gouvernement. Voilà un appel à la grève du sexe...

Nous sommes en Belgique qui est le pays du surréalisme, on ne cesse de la répéter. Cela fait partie de notre dynamique et de notre culture. Mais surtout, cela fait quand même huit mois que l'on attend un gouvernement ! Nécessairement, comme pour toute situation absurde, chaque jour qui passe peut générer de telles blagues. D'autant que

ces huit mois font suite à une législature 2007 - 2010 qui avait déjà été chaotique.

Ces initiatives portent en elles un sentiment antipolitique qui vous paraît inquiétant ?

Occasionnellement oui... Il y a de tout, en réalité. Mais le monde politique ne sort pas grand de ce qui se passe, c'est sûr. Et un peu partout, les responsables publics sont malmenés. Plusieurs enquêtes d'opinion montrent que les partis figurent parmi les institutions les moins appréciées. C'est même le cas pour les mandataires locaux, qui étaient relativement épargnés jusqu'ici.

Cet appel à une grève du sexe émane d'une élue du SP.A. Et cette grève du sexe, explique-t-elle, a quand même eu lieu au Kenya...

Je sais... Et au Kenya c'était quand même un autre contexte, non ?

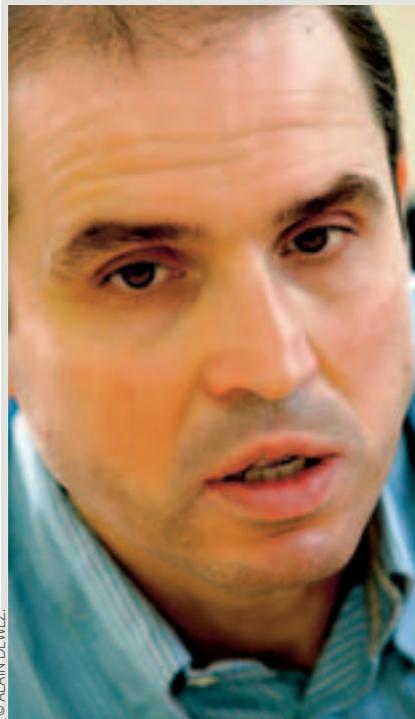
Cela vous semble risible ?

Un peu risible, oui... Et cela renvoie à la question de savoir quelle pression est nécessaire pour sortir du blocage actuel. Ce n'est pas qu'une question rhétorique, elle est très rationnelle. Les pressions sont déjà très fortes : l'accord interprofessionnel qui n'a pas été ratifié, la nécessité de faire un budget 2011, le regard de la presse internationale, les questions sur les investissements, sur la notation... Sans oublier la pression populaire. Or, c'est que huit mois après les élections, cela devient de plus en plus difficile de conclure un accord. Paradoxalement, en dépit de toutes les formes de pression et d'expérimentations auxquelles on s'essaye comme ce gouvernement en affaires courantes aux pouvoirs élargis, on est loin d'une solution.

La grève du sexe serait, alors, une belle métaphore de la pression ultime ?

Oui, une métaphore intéressante, mais cela doit rester une métaphore. Honnêtement, je suis dubitatif, je ne vois plus comment en sortir. Je crois qu'ils attendent tous que l'on rebatte les cartes. ■

Propos recueillis par
O.I.M.



Pascal Delwit

Politologue au Centre d'étude de la vie politique de l'ULB